

Une lecture de l'Encyclique Caritas in veritate

par François de Ravignan, agro-économiste, auteur de *l'Economie à l'épreuve de l'Évangile*, éditions A plus d'un titre, Lyon, 2009.

Annoncée plusieurs mois auparavant, cette encyclique, parue le 29 juin 2009, consacrée au « développement intégral dans la charité et dans la vérité » semble avoir été retardée dans sa parution par les crises alimentaire et financière de 2008-2009, auxquelles elle fait parfois allusion (21) [2]. Ce qui frappe est d'abord la longueur de ce texte (près de 30 000 mots, soit davantage que l'Évangile selon St Mathieu...) laquelle risque d'être un obstacle pour beaucoup. En effet au-delà du développement proprement dit, bien d'autres thèmes récurrents de la littérature pontificale sont rappelés, plus ou moins en rapport avec le sujet dominant. Il convient de rappeler ici que l'efficacité d'un écrit peut sans mal s'accorder avec sa brièveté et que la clarté peut même y gagner.

La vérité du développement ?
L'exigence de vérité rappelée à plusieurs reprises dans l'Encyclique aurait dû inciter ses rédacteurs d'une part à s'interroger sur le concept de développement, et à éviter autant que possible toute confusion à son sujet ; d'autre part à questionner les auteurs qui, ces dernières années, y ont réfléchi : *j'ai besoin de la vérité de l'autre* écrivait Pierre Claverie, l'évêque d'Oran assassiné en 1996... Or, ignorant la réflexion qui s'est faite au cours des trente dernières années sur ce sujet (François Partant, Jacques Ellul, Ivan Illich, Serge Latouche, Gilbert Rist, voire Gabriel Marc, ancien président du CCFD, ou même Gandhi, pionnier dans ce domaine, au temps où l'on ne parlait pas encore de développement !), l'Encyclique affirme que « le thème du développement coïncide avec l'inclusion relationnelle de toutes les personnes et de tous les peuples dans l'unique communauté de la famille humaine qui se construit dans la solidarité sur la base de la justice et de la paix » (54). En dépit de cette conception, le terme de *développement*. est pourtant considéré en pratique, de façon très générale, et ce depuis sa première décennie onusienne (1950-60), comme synonyme d'une croissance économique associée à la mondialisation des échanges commerciaux, dont l'arme principale est la concurrence, désignée aussi sous le nom de *guerre économique*. Cette guerre-là, comme toute guerre, fait des morts et des blessés ; ce qui est difficilement compatible avec l'affirmation selon laquelle « l'homme est le premier capital à sauvegarder » (25 et 58). Il convient ici de rappeler que le développement, croyance occidentale [3] s'il en est, correspond dans sa pratique à la mise en œuvre des deux aspirations que Jésus a le plus clairement condamnées dans son Évangile à savoir la *richesse et la puissance* [4].

Cependant, de manière quasi incantatoire, le terme de développement est largement cité dans l'encyclique (pas moins de vingt-huit fois dans les seuls introduction et chapitre I, qui forment le cinquième du texte entier). Mais la répétition d'un mot, à l'instar d'un mantra, ne saurait suppléer une claire définition de ce dont on parle [5]. Au détour de quelques phrases apparaît cependant une assimilation du développement au « bien-être social » (5) ou plus loin, en référence à l'encyclique de Paul VI en 1987 (*Populorum progressio*) au « passage de conditions moins humaines à des conditions plus humaines » (8), plus vaguement à « l'être davantage » (14), la « soif d'être plus, dont Dieu est le garant véritable » (29) ou enfin (suivant Paul VI) à « sortir de la faim, de la misère, des maladies endémiques et de l'analphabétisme » (21). Tout le monde peut évidemment être d'accord sur de telles intentions, mais leur utilisation révèle ici une confusion constante non seulement entre la promotion humaine et le développement, entre universalisme et mondialisation, mais aussi entre la richesse des États et le bien-être du peuple, ce qu'accrédite l'opposition entre « pays riches et pays pauvres » (35), dont on sait combien elle n'est plus aujourd'hui représentative de la réalité interne des sociétés. Ailleurs il est fait allusion à des « retards économiques » (23) ce qui laisse poindre en filigrane les conceptions rostowiennes [6] de certains au moins des auteurs. En regard, ceux qui critiquent le développement sont caricaturés en bloc comme des « idéologues » qui nient son utilité, « ce qui traduit une méfiance à l'égard de l'homme et de Dieu » et « aspirent à l'utopie d'une humanité revenue à son état premier » ! (14)

En continuité avec la « doctrine sociale »
Le texte prétend s'adresser non seulement aux catholiques, mais « à tous les hommes de bonne volonté ». Ceci devrait imposer aux catholiques, de refuser toute prétention à détenir la vérité, surtout dans un domaine où la foi chrétienne n'est pas directement en cause. Or le texte affirme que « l'adhésion aux valeurs du christianisme est un élément non seulement utile, mais indispensable pour l'édification d'une société bonne et d'un développement humain intégral » (4). Il y a une certaine outrecuidance à affirmer que seuls les chrétiens seraient en mesure de dire ce qu'est une « bonne » société alors que, très souvent dans l'Histoire, des critiques dont beaucoup d'entre eux ont reconnu la valeur sont venues d'ailleurs que chez eux.

Le texte se situe en référence aux encycliques antérieures traitant du même sujet, en particulier *Populorum progressio* (1967) et plus généralement à la « doctrine sociale » de l'Église catholique. Celle-ci est donnée comme une vérité établie (12) et non comme un ensemble en évolution, en dépit du fait qu'on admette plus loin que les conditions du monde ont changé depuis Paul VI. Vouloir faire de cette doctrine sociale une sorte de

monument en construction, où chaque époque apporte sa pierre, mais où on ne démolit jamais rien, est tout à fait contestable, dans la mesure où les catégories de référence changent. Il faudrait admettre, par exemple, que l'image du développement à laquelle on se référerait très généralement en 1960 n'est plus crédible aujourd'hui. Or le Vatican n'aime pas se contredire (est-ce une conséquence perverse du dogme de l'infaillibilité ?), et est soucieux d'une continuité parfaite d'un pontificat à l'autre ; d'où la difficulté d'une analyse actuelle des situations qui serait pourtant nécessaire avant toute recommandation. Du coup celles-ci prennent l'allure de déclarations de bonnes intentions sans grandes conséquences pratiques. Cela nous remet en mémoire le propos du P. Chenu (*La Doctrine sociale de l'Eglise comme idéologie*, Cerf, Paris, 1979), critiquant la tendance de ladite doctrine à se présenter plus comme un corpus de règles morales que comme une réflexion critique et une interprétation des signes des temps (pour reprendre une expression de la constitution *Gaudium et spes* du dernier concile) constamment à reprendre [7]. Il convient de rappeler ici ces objections à certains catholiques manifestant par peur ou paresse d'esprit, une révérence excessive par rapport aux textes pontificaux considérés du seul fait de leur origine comme vérité incontestable.

Référence est faite à une « cité de Dieu universelle vers laquelle avancerait l'histoire de la famille humaine » (7) « en voie d'unification » (8) . Est-ce là foi en un sens inéluctable de l'histoire vers le progrès ? Et celui-ci s'affirmerait-il pour les auteurs du texte à partir de la « société en voie de mondialisation » (7) « progressive et généralisée » (8) ? Il est en effet soutenu que « la mondialisation a été le principal moteur pour que des régions entières sortent du sous-développement et [qu'] il représente en soi une grande opportunité » (33). Une telle conception amène hélas à considérer les dérives actuelles du monde comme de simples bavures auxquelles l'évolution globale devrait remédier. Ainsi est-il dit de la faim qu'elle « fauche encore » [8] (27), alors qu'elle s'aggrave depuis plusieurs décennies, et que la crise alimentaire du début de 2008 a mis en pleine lumière les responsabilités des Etats et du Capital dans ce domaine. Une très vague allusion est faite aux nécessaires réformes agraires, alors que « la logique du don, qui doit trouver place à l'intérieur de l'activité économique » (36) pourrait trouver là une sérieuse mise en pratique ; il est vrai qu'il s'agirait plutôt, en l'occurrence de partage que de don, conformément à la pratique évangélique qui privilégie plutôt le premier ! [9]. Ailleurs, un « droit à l'alimentation » est affirmé dont on sait bien ce qu'il vaut sans l'accès aux moyens de subsistance qui permettent de le faire valoir. Quant à la prise de parti contre le protectionnisme (42) elle reflète sans nul doute des influences regrettables et qui ne sont pas celles de paysans pauvres soumis à la concurrence implacable des produits importés ! Peut-on alors, devant tant de contradictions, continuer à se situer dans la logique classique du développement

qui prévalait dans les années soixante ?

Changer la direction de son regard...

L'actuelle évolution du monde est donc considérée par l'Encyclique comme bonne à quelques écarts près : « d'autres régions sont encore (*sic*) plongées dans la misère... dans certains cas (*sic*) on peut même parler d'une aggravation » (33). Rares sont les allusions aux grandes dérives actuellement à l'œuvre : crise du travail et chômage croissant, crise financière, crise écologique, croissance de la faim, bidonvillisation, risque nucléaire civil et militaire, et surtout crise des valeurs. Les responsabilités des Etats et des entreprises ne seront guère mises en cause par des vœux pieux tels que « les choix économiques ne fassent pas augmenter les écarts de richesse » (alors que c'est le principe même du développement !) ; ou « que l'on continue (*sic*) à se donner comme objectif prioritaire l'accès au travail ou son maintien pour tous », alors que l'investissement le plus « rentable » des entreprises est aujourd'hui, de l'aveu de beaucoup, le licenciement ou la délocalisation, cependant critiquée assez mollement par ailleurs (40).

Le texte affirme, il est vrai, que « la crise devient une occasion de discernement et met en capacité d'élaborer de nouveaux projets » (21). Mais la raison et la vérité n'incitent-elles pas, plutôt qu'à prétendre réformer une évolution qui tend à aggraver les choses, à reconstruire sur d'autres bases, ce que signifie au sens propre le mot de conversion qui est - rappelons-le - le premier appel de l'Evangile (Mc 1, 15). Simone Weil a excellemment défini ce terme comme le fait de « changer la direction de son regard ». Ne serait-il pas temps de l'appliquer au développement, lequel est d'abord *un regard porté sur la richesse*, pour inviter à lui tourner le dos et à enfin regarder vers les pauvres et la pauvreté ? Enfin, la tradition judéo-chrétienne que nous revendiquons - et ceci est à méditer dans la situation présente - est aussi dans la capacité pour quelques-uns de ses fidèles de tenir bon dans les catastrophes sociales : déportation de Babylone au V^e siècle av JC, ruines de Jérusalem en 70 et 134, fin de l'Empire romain sous les coups des barbares au IV^e siècle, régimes dictatoriaux du XX^e et XXI^e siècle, sans parler des résistances au « développement » que des membres de l'Eglise soutiennent et activent, notamment en Afrique en Asie[10] et en Amérique latine. N'y a-t-il pas plutôt que de prôner encore aujourd'hui un développement de plus en plus douteux, à réparer, à reconstruire, à organiser la survie en faisant vivre l'espérance ? Et l'Eglise n'a-t-elle pas, aujourd'hui et maintenant, dans le présent, à annoncer la Résurrection[11] , plutôt qu'en d'autres temps et lieux la révolution ou le développement qui n'en sont que des expressions partielles, voire caricaturales, à travers lesquelles on égare et séduit les pauvres de ce monde en leur promettant des lendemains qui chantent ? Enfin, l'« autorité mondiale » (67) que l'Encyclique appelle de ses vœux

serait-elle en mesure de faire autre chose que d'éviter les dérives les plus criantes ? Lorsqu'il s'agit de transformations en profondeur, n'est-ce pas plutôt sur l'œuvre souterraine de la société civile et de ses associations – auxquelles sont faites, il est vrai, de brèves allusions (24 et 25) qu'il faut compter en priorité ?

Tout compte fait, cette encyclique est à mettre au nombre des occasions manquées. D'aucuns s'en réjouiront, d'autres y trouveront des aliments pour le mépris ironique qu'ils affichent à l'égard du catholicisme et de sa « hiérarchie ». A moins qu'elle ne serve, comme c'est souvent le cas pour les déclarations tièdes, à justifier le statu-quo... Pour beaucoup enfin, si ce n'est la plupart, y compris chez les catholiques, elle passera inaperçue, en dépit du score respectable affiché par l'édition et qui ne doit pas faire illusion. Je crois pourtant qu'il ne faut pas sous-estimer systématiquement l'attente dans laquelle sont beaucoup d'hommes des positions affichées par les responsables de l'Eglise, même quand ils affectent de s'en gausser. Et la déception risque une fois encore d'être à la mesure de l'attente.

[2] les numéros entre parenthèses renvoient aux paragraphes du texte de l'Encyclique.

[3] cf Gilbert Rist *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, presses de Sciences Po, Paris, 1996.

[4] cf François Partant *La Ligne d'horizon, Essai sur l'après-développement*, La Découverte, Paris 1988, p 27 et ss.

[5] il est intéressant de constater que le mot développement n'est cité qu'une ou deux fois dans l'Écriture voire jamais (selon les traductions), et encore dans un sens différent de celui ordinairement employé aujourd'hui. En revanche, y reviennent constamment les mots de justice, salut, liberté, équité, alors qu'on les trouve peu dans l'Encyclique.

[6] allusion au livre de W Rostow, *les Etapes de la croissance*, qui fut, dans les années soixante, un théoricien du développement à la mode étasunienne, aujourd'hui largement réfuté.

[7] le P Chenu écrit notamment : « *consciemment ou non, les tenants et acteurs de la doctrine sociale sont pénétrés du mythe de la chrétienté* »

[8] c'est nous qui soulignons

[9] cf le miracle des pains, Mt 14, 19 ; 15, 36 et passages parallèles.

[10] voir l'admirable film *La Marche des gueux* de Louis Campana et François Verlet.

[11] à laquelle il n'est fait allusion que dans la première phrase de l'Encyclique, mais dont on ne tire guère par la suite les conséquences...